

## Démétropolisation



### Ils avancent, ils avancent, c'est une évidence !

Le 17 octobre a été publié sur Ulysse national le « *lancement de l'appel à candidatures pour accueillir des services publics dans les territoires* » (espérons que le succès soit à la hauteur de celle des agences comptables !).

Dès les premières lignes, on comprend très vite qu'il s'agit d'un « énorme foutage de gueule ». En effet, comment rester zen quand on lit : « *Dans le cadre des réflexions en cours sur le Nouveau Réseau de Proximité, le Ministre souhaite que l'évolution de notre organisation territoriale permette, en parallèle de l'objectif visant à renforcer la proximité des services rendus aux usagers et le conseil aux élus (en fermant 1246 trésoreries ? En supprimant 584 structures fiscales ???), de relocaliser dans les territoires ruraux et péri-urbains des services de la DGFIP actuellement situés en Île-de-France et dans les grandes métropoles (cela concernera entre 2000 à 3000 agentes et agents selon M. Darmanin).* »

**Mais ils osent ajouter** « *Cet objectif contribuera à un meilleur équilibre sur le territoire, et permettra aux agents qui le souhaitent de rejoindre une localisation géographique plus conforme à leurs souhaits* » ? **Là on se moque encore un peu plus de nous.**

Alors que la Direction Générale vient de détruire nos règles de gestion en imposant la départementalisation, en mettant le délai de séjour à 2 ans... ils écrivent que les délocalisations de nos missions et des agent.es permettront de « rejoindre une localisation géographique plus conforme » à nos souhaits ... **Pathétique et mensonger.** Car ils oublient un petit détail, c'est que jusqu'à présent ce sont les agentes et agents qui décident du lieu de leur mutation et non la DG...détail d'importance non ?

**N'oublions pas ce qui vient de se passer pour les B stagiaires** dont 96 d'entre eux se sont vus affectés dans des départements qu'ils ne voulaient pas alors que la majorité demandait la région parisienne.

**Soyons un peu concrets pour Paris.** La Direction Générale a procédé, il y a déjà quelque temps, à une « enquête » sur le lieu de la résidence principale des agentes et agents de Paris pour sans aucun doute vérifier la faisabilité de leur projet de « délocalisation ». **Solidaires Finances Publiques** a demandé cette enquête au Représentant du DG et à notre DRFIP. **Et au vu des résultats, délocaliser sans mobilité forcée comme ils le racontent est... impossible.**

En effet, sur 4823 agentes et agents :

- 2 497 résident à Paris intra- muros
- 1 393 résident en petite couronne (92, 93, 94)
- 617 résident en grande couronne (77, 78, 91, 95)

soit 4 505 agentes et agents sur un total de 4823 ont leur résidence principale en Île-de-France.

**Même si nous n'avons à ce jour encore aucune information concrète, ils avancent pour tout détruire y compris notre vie personnelle. Donc plus aucune hésitation :**

**Toutes et tous en grève et à la manifestation nationale de la DGFIP le 14 novembre 2019 !**